

APRE

313

Atelier/Production/REproduction

LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE :

PROBLEMATIQUES, METHODOLOGIES, CHAMPS D'ANALYSES

Actes de la table ronde internationale
des 24-25 et 26 novembre 1987

Volume 1 : Communications (1)

Comune di Padova
Sistema Bibliotecario

ALF - SLD

Sez. 4

Sottosez.

Serie 7

Sottos. 7

Unità 224

PUV 55

CAHIERS

N° 7

avril mai 1988

SOMMAIRE

VOLUME I

pages

Elis AVDELA : Travaux salariés des femmes entre les deux
guerres en Grèce : réalisables et discours. 1

Veronique BERTHRY : Women's Employment in France and
Britain : some problems of comparison. 8

Martine BILLET : Le temps de l'ouvrière. 20

Christiane BERTHELEMY : Du social au biologique : la
question du corps féminin des femmes. 28

On trouvera dans les volumes I et II les
communications présentées à la table
ronde, classées par ordre alphabétique
d'auteurs.

Marianne BOUTIER : Itinéraires "domestiques" et "pro-
fessionnels" chez les professeurs de l'enseignement
primaire. 44

Juliette BOUVERET : L'association féminine
nouvelle. 50

Edna M-R BOURGEOIS : L'association féminine
professionnelle et construction de soi-même. 58

Danielle CHASSAIGNON : La division sexuelle des
techniques. 70

Gilles CHARLIER et François DE SINGLY : La mémoire
conjugale : une illusion ? 80

Cynthia COCKBURN : Machinery of Domination : Women, Men
and Technical Expertise. 93

Danielle COMBES : Reproduction de l'espèce et oppression
des femmes : la production-reproduction des sexes
humains travaille-t-elle ? 100

Cette table ronde a été organisée dans le cadre et avec
l'aide du PIRTEM (CNRS), avec une subvention complémentaire
du secteur SHS CNRS et le soutien de l'IRESKO.

108

SOMMAIRE

VOLUME I

	pages
Efi AVDELA : Travaux salariés des femmes entre les deux guerres en Grèce : réalités et discours.	1
Veronica BEECHEY : Women's Employment in France and Britain : some problems of comparaison.	8
Martine BERLAN : Le temps de l'oubli.	20
Christiane BERNIER : Du social au biologique ; de la question du corps morcelé des femmes.	28
Isabelle BERTAUX-WIAME, Cristina BORDERIAS et Adele PESCE : La force de l'ambiguïté.	35
Marlaine CACOUAULT : Itinéraires "féminins" et "masculins" chez les professeurs de l'enseignement secondaire : essai de définition et d'analyse.	51
Juliette CANIOU : Les agricultrices, nouveaux droits, nouvelle négation professionnelle.	60
Edna M-R CASTRO : Différenciation sexuelle, itinéraires professionnels et construction du quotidien.	68
Danielle CHABAUD-RYCHTER : La division sexuelle des techniques.	76
Gildas CHARRIER et François DE SINGLY : La mémoire conjugale : une illusion ?	86
Cynthia COCKBURN : Machinery of Dominance : Women, Men and Technical Know-How.	93
Danièle COMBES : Reproduction de l'espèce et oppression des femmes : la production-reproduction des êtres humains est-elle l'enjeu des rapports sociaux de sexe ?	100
Huguette DAGENAI : Du point de vue des dominants... Réflexions théoriques et méthodologiques à partir d'une recherche en Guadeloupe.	106

Giovanna-Franca DALLA-COSTA : Production et reproduction au Venezuela pendant la phase de développement des années 70. Aspects des politiques sociales.	114
Mariarosa DALLA-COSTA : La femme entre la famille et les politiques de l'emploi.	121
Anne-Marie DAUNE-RICHARD : A propos de la reproduction du rapport social entre les sexes et de l'articulation des rapports sociaux : réflexions à partir d'une enquête en cours.	128
Claude DAUPHIN et Pierrette PEZERAT : La féminisation des bureaux en France, XIXè-XXè siècles.	136
Alisa DEL RE : L'Etat et la reproduction : politiques de contrôle social dans le welfare et résistances des femmes en France dans les années trente.	142
Anne-Marie DEVREUX : Les rapports de sexe constituent un rapport social et les hommes en sont l'un des termes : conséquences sur la construction des objets d'analyse.	150
Marie-Jo DHAVERNAS : Nouveaux modes de procréation : partition production/reproduction en fonction de la notion d'artifice.	158
Ghislaine DONIOL-SHAW : Le rapport des ouvrières à la technique : une construction sociale à analyser.	164
Michèle FERRAND : Et le biologique ?	172
Catherine FLAMENT : De la technique comme enjeu dans les rapports de sexe.	180
Virginia GUZMAN-BARCOS : Pratiques ouvrières et stéréotypes sexuels.	187
Monique HAICAULT : Identifier et montrer, la double exigence de l'approche audio-visuelle des rapports de sexe, et ses implications.	194
Fatiha HAKIKI-TALAHITE : Activité féminine et processus d'individuation dans le tiers-monde.	201
Jacqueline HEINEN : Politiques sociales en Europe de l'Est : le cas du congé parental payé en Pologne.	208
Helena HIRATA et John HUMPHREY : Trajectoires et activité. Réflexions à partir de l'enquête "Crise économique et division sexuelle du travail au Brésil".	217

Marie-Claude HURTIG et Marie-France PICHEVIN : Le corps, support et médiateur des rapports entre les sexes. Le poids des représentations.	226
Françoise IMBERT : A propos de la construction sociale des métiers et des emplois.	241
Maryse JASPARD et Michèle MASSARI : Age et rapports de sexe.	249
Jane JENSON : The Capitalist State and Women : the importance of historical analysis.	261
Danielle JUTEAU et Nicole LAURIN-FRENETTE : L'évolution des formes de l'appropriation des femmes : des religieuses aux "mères porteuses".	269
Danièle KERGOAT : Le syllogisme de la constitution de sujet sexué féminin. Le cas des ouvrières spécialisées.	283

VOLUME .II

Françoise LABORIE : Rapports sociaux de sexe dans les nouveaux modes de reproduction.	1
Rose-Marie LAGRAVE : Les fourches caudines du mariage et du capital en agriculture.	14
Diane LAMOUREUX : Du temps pour soi.	21
Annette LANGEVIN : Temporalités de la pratique. Maternité et paternité, deux espaces-temps sociaux.	28
Isabelle LASVERGNAS : Glissements de corps.. ou histoire d'une construction d'objet.	36
Jacqueline LAUFER : Politiques de gestion de la main d'oeuvre et rapports sociaux de sexe.	46
Hélène LE DOARE : Un écrit sur un paradoxe : "le terrorisme allemand" et la démocratisation du rapport homme/femme.	50
Claudine LEDUC : Athena, l'olivier et la problématique des sexes.	59
Anne LEROLLE : Ouvriers et ouvrières de l'électronique face aux nouvelles politiques de gestion des ressources humaines.	69
Brigitte LHOMOND : L'homosexualité, un drôle de genre.	76

Marie-Victoire LOUIS : A propos du harcèlement sexuel : de l'appropriation du corps des femmes dans le salariat.	85
Georges MENAHEM : Les rapports entre femme et homme dans le couple trouvent leurs racines dans les caractères de l'enfance des conjoints.	98
Ruth MILKMAN : Historical Perspectives on Sex Segregation in Paid Work.	108
Chantal NICOLE : L'interaction conjugale, observatoire du changement familial.	116
Mariella PACIFICO : Les fausses identités : quelques réflexions sur un itinéraire social de travail.	126
Monique PAGES : Les difficultés méthodologiques liées à une recherche sur l'usage du temps de la vie quotidienne par des catégories définies de femmes seules.	134
Marina PETRONOTI : The division of social and economic responsibilities between husband and wife among Greek families.	139
Françoise PICQ : Itinéraires sociaux de sexe chez les féministes du début des années 70.	147
Irena RESZKE : La division sexuelle du travail en Pologne et les critères de prestige.	154
Anne-Marie RIEU : Professionnalisation des femmes en agriculture : approche comparative hommes/femmes de trajectoires professionnelles.	161
Chantal ROGERAT : De la réalité des rapports sociaux à la forme subjective de ces rapports.	168
Hedwig RUDOLPH : The Cultural Construction of "Engineering" as Male Territory in the FRG. Some Mechanisms and Social Functions.	176
Roberta SHAPIRO : Législation et changement social : A propos de la dot.	183
Sakiko SHIODA : Part-Time Workers in Japan after World War II. From the point of view of technological innovation and sexual division of labor.	192
Veronique SORIANO : La cuisine, la cour, l'écurie : lieux et enjeux d'une identité variable.	199

- Marie-Victoire LOUIS : A propos du harcèlement sexuel :
de l'appropriation du corps des femmes dans le
salarial. 85
- Georges MENAHEM : Les rapports entre femme et homme
dans le couple trouvent leurs racines dans les caractères
de l'enfance des conjoints. 98
- Ruth MILKMAN : Historical Perspectives on Sex Segregation
in Paid Work. 108
- Chantal NICOLE : L'interaction conjugale, observatoire
du changement familial. 116
- Mariella PACIFICO : Les fausses identités : quelques
réflexions sur un itinéraire social de travail. 126
- Monique PAGES : Les difficultés méthodologiques liées à
une recherche sur l'usage du temps de la vie quotidienne
par des catégories définies de femmes seules. 134
- Marina PETRONOTI : The division of social and economic
responsibilities between husband and wife among Greek
families. 139
- Françoise PICQ : Itinéraires sociaux de sexe chez les
féministes du début des années 70. 147
- Irena RESZKE : La division sexuelle du travail en
Pologne et les critères de prestige. 154
- Anne-Marie RIEU : Professionnalisation des femmes en
agriculture : approche comparative hommes/femmes de
trajectoires professionnelles. 161
- Chantal ROGERAT : De la réalité des rapports sociaux à
la forme subjective de ces rapports. 168
- Hedwig RUDOLPH : The Cultural Construction of "Engineering"
as Male Territory in the FRG. Some Mechanisms and
Social Functions. 176
- Roberta SHAPIRO : Législation et changement social : A
propos de la dot. 183
- Sakiko SHIODA : Part-Time Workers in Japan after World
War II. From the point of view of technological
innovation and sexual division of labor. 192
- Veronique SORIANO : La cuisine, la cour, l'écurie :
lieux et enjeux d'une identité variable. 199

Elisabeth SOUZA-LOBO GARCIA : Expériences de femmes, destin de genre.	205
Martine SPENSKY : L'évolution des institutions maternelles en Grande Bretagne au cours des dix dernières années.	217
Marie-Blanche TAHON : Rapports sociaux de sexes et micro-ordinateur personnel.	225
Diane TREMBLAY : Gestion de main-d'oeuvre, division sexuelle du travail et informatisation dans la banque.	233
Louise VANDELAC : Technologies de procréation et "biologisation" de la paternité.	241
Ina WAGNER : Experts or Appendices ? The impact of computers on women's roles and opportunities in office work.	250
Daniel WELZER-LANG : Changements de rôles liés aux sexes, d'hommes ayant vécu 5 ans de contraception masculine hormonale.	257
Claude ZAIDMAN : Rapports sociaux de sexe et parcours scolaires.	265

VOLUME III : Synthèses et débats.

Elisabeth SOUZA-LOBO GARCIA : Expériences de femmes, destin de genre.	205
Martine SPENSKY : L'évolution des institutions mater- nelles en Grande Bretagne au cours des dix dernières années.	217
Marie-Blanche TAHON : Rapports sociaux de sexes et micro-ordinateur personnel.	225
Diane TREMBLAY : Gestion de main-d'oeuvre, division sexuelle du travail et informatisation dans la banque.	233
Louise VANDELAC : Technologies de procréation et "biologisation" de la paternité.	241
Ina WAGNER : Experts or Appendices ? The impact of computers on women's roles and opportunities in office work.	250
Daniel WELZER-LANG : Changements de rôles liés aux sexes, d'hommes ayant vécu 5 ans de contraception masculine hormonale.	257
Claude ZAIDMAN : Rapports sociaux de sexe et parcours scolaires.	265

VOLUME III : Synthèses et débats.

Giovanna-Franca DALLA-COSTA
Dipartimento di Psicologia Generale.
Padoue. Italie

PRODUCTION ET REPRODUCTION AU VENEZUELA PENDANT LA PHASE DE
DEVELOPPEMENT DES ANNEES 70. ASPECTS DES POLITIQUES
SOCIALES

La phase de développement qui commence au Vénézuéla dans les années 70, sous la présidence de Pérez, s'inscrit dans un nouveau rapport entre capital d'Etat et capital privé et repose sur une importance accrue du capital national par rapport au capital étranger. Dans son ensemble l'Etat tend à renforcer sa présence dans les entreprises, pour atteindre une économie plus indépendante des centres impérialistes traditionnels et ceci surtout, grâce à l'argent qui, ces années-là, abonde à la suite de l'augmentation du prix du pétrole et des matières premières. Cette phase de développement a de nombreux points communs avec celle qui se réalise au même moment dans d'autres pays du Tiers-Monde, parmi les pays producteurs de pétrole notamment, pour favoriser l'essor de l'économie locale en la soustrayant à une emprise étrangère trop lourde et désormais incapable de satisfaire même les exigences des bourgeoisies locales naissantes, désireuses de recevoir une part plus consistante des gains considérables qui découlent de la production et de la commercialisation du pétrole.

La production, au Vénézuéla, fait un bond avec le processus de nationalisation (1) mis en oeuvre dans tous les secteurs jugés stratégiques pour l'"émancipation" de l'économie; le capital étranger, indemnisé, est soumis, dans le cadre du Pacte Andin, à des contraintes précises, en particulier en ce qui concerne le réinvestissement local des profits.

La nationalisation est gérée par le Président Pérez avec des accents fortement populaires et démagogiques, comme un grand tournant vers la "non dépendance" de l'Etat vénézuélien, pour libérer la nation du "joug impérialiste" défini comme la cause de l'érosion de la richesse nationale et de l'appauvrissement de la population.

La nationalisation finira en fait par fonctionner comme redéfinition du rapport entre la bourgeoisie nationale

Giovanna-Franca DALLA-COSTA
Dipartimento di Psicologia Generale.
Padoue. Italie

PRODUCTION ET REPRODUCTION AU VENEZUELA PENDANT LA PHASE DE
DEVELOPPEMENT DES ANNEES 70. ASPECTS DES POLITIQUES
SOCIALES

La phase de développement qui commence au Vénézuéla dans les années 70, sous la présidence de Pérez, s'inscrit dans un nouveau rapport entre capital d'Etat et capital privé et repose sur une importance accrue du capital national par rapport au capital étranger. Dans son ensemble l'Etat tend à renforcer sa présence dans les entreprises, pour atteindre une économie plus indépendante des centres impérialistes traditionnels et ceci surtout, grâce à l'argent qui, ces années-là, abonde à la suite de l'augmentation du prix du pétrole et des matières premières. Cette phase de développement a de nombreux points communs avec celle qui se réalise au même moment dans d'autres pays du Tiers-Monde, parmi les pays producteurs de pétrole notamment, pour favoriser l'essor de l'économie locale en la soustrayant à une emprise étrangère trop lourde et désormais incapable de satisfaire même les exigences des bourgeoisies locales naissantes, désireuses de recevoir une part plus consistante des gains considérables qui découlent de la production et de la commercialisation du pétrole.

La production, au Vénézuéla, fait un bond avec le processus de nationalisation (1) mis en oeuvre dans tous les secteurs jugés stratégiques pour l'"émancipation" de l'économie; le capital étranger, indemnisé, est soumis, dans le cadre du Pacte Andin, à des contraintes précises, en particulier en ce qui concerne le réinvestissement local des profits.

La nationalisation est gérée par le Président Pérez avec des accents fortement populaires et démagogiques, comme un grand tournant vers la "non dépendance" de l'Etat vénézuélien, pour libérer la nation du "joug impérialiste" défini comme la cause de l'érosion de la richesse nationale et de l'appauvrissement de la population.

La nationalisation finira en fait par fonctionner comme redéfinition du rapport entre la bourgeoisie nationale

naissante et la bourgeoisie transnationale, sur un fond de finances publiques plus abondantes; la nouvelle bourgeoisie nationale trouve plus d'occasion de s'enrichir, des marges de manoeuvre plus confortables pour réaliser d'importantes transactions commerciales (à travers les joint-ventures, l'import-export, etc.) grâce à d'incessantes pressions sur l'Etat en vue de participer de plus en plus aux nouvelles opportunités de bénéfices et pour obtenir un contrôle direct sur la politique.

D'autre part, ce sont justement les divergences inscrites dans ce nouveau rapport entre la bourgeoisie naissante et l'Etat, rapport caractérisé par une prolifération de riches bureaucrates et par une corruption effrénée, qui fourniront une clef de lecture de l'échec du plan de développement. En effet, d'une part l'efficacité et le dynamisme nouveaux dont on voulut doter l'économie vénézuélienne finirent par faire coïncider sur plusieurs points les critères de développement du capital privé et ceux du capital public (fait significatif, une même réglementation des salaires entrera en vigueur dans les secteurs public et privé) (2). De l'autre, certaines oppositions de fond quant aux critères d'accumulation se firent jour entre capital public et privé: l'Etat dont les capitaux étaient placés dans des secteurs moins productifs (comme l'usinage de l'aluminium), et qui finançait des plans pluri-annuels de développement industriel (dont le Plan Quatro pour le développement sidérurgique du bassin de l'Orénoque), cherchait plutôt à structurer une forme de croissance économique à long terme exigeant une série d'interventions dans tout le champ social.

Le capital privé investit des secteurs qui ne renforçaient pas la structure industrielle du pays et qui ne favorisaient pas particulièrement l'emploi. Il choisit d'investir beaucoup à l'étranger, de spéculer sur des opérations bancaires, demandant dans tous les cas la couverture financière de l'Etat.

La conclusion est évidente. Les finances de l'Etat ne suffirent plus, l'inflation gonfla de façon vertigineuse la dette extérieure contractée pour financer les plans pluri-annuels de développement, tandis que le marché international, pris dans l'étouffement de la crise mondiale, ne put absorber la production (les exportations en direction des Caraïbes et des pays du Pacte Andin étaient un élément fondamental du réaménagement de la production). L'économie était arrivée au point mort. La fin des années 70 a connu une inflation galopante et le dégraissage de grands complexes industriels. De nombreux techniciens étrangers

dûrent rentrer chez eux. Des villes industrielles tout entières (comme Puerto Ordaz) s'écroulèrent et le coût de la vie augmenta de façon épouvantable.

L'issue de toute l'"opération développement" lancée par l'Etat pour impulser une politique économique plus solide en y impliquant profondément les institutions (c'est de cette époque que remonte la Reforma Administrativa, autre pivot de la grande réforme politique, productive et administrative), et pour peser plus lourd dans les relations internationales, indique l'échec des prémisses économiques et sociales sur lesquelles l'opération se basait. Elle a par contre fonctionné, nous l'avons dit, comme moment de redistribution de la richesse provenant du pétrole et des matières premières entre bourgeoisie nationale et transnationale, tout en barrant au prolétariat local l'accès à un "pool" plus important de ressources.

Mais cette nouvelle implication de l'Etat sur le plan social, rendue nécessaire par la nouvelle politique économique, reste justement le fait le plus intéressant, même si les analyses socio-politiques de l'époque n'y prêtèrent pas suffisamment attention.

Pour élever le niveau de vie de la population et l'adapter aux nouveaux projets industriels, il fallait que l'Etat se donne des instruments théoriques et pratiques pour mieux connaître la population et influencer sur les structures de la reproduction.

Si, en vue d'un essor productif, le Ve Plan du président Pérez devait forcément affronter le problème de la construction d'une classe ouvrière nationale, limitée mais efficace sur le plan du travail, avec une formation correspondant à ses nouvelles tâches productives, partiellement requalifiées pour remplacer les techniciens immigrés, c'était pourtant le prolétariat national dans son ensemble qui devait d'abord être reconstitué, sur le plan physique et de l'éducation, pour qu'il puisse à son tour fonctionner comme réservoir de rechange de la force de travail (3).

Tout un train de mesures fut donc adopté pour faire face à l'inaptitude totale du prolétariat vénézuélien qui, même dans les années 70, vivait pour la plus grande part, dans l'habitat improvisé des ceintures urbaines, dans des conditions de malnutrition et de sous-alimentation, souffrant de graves maladies endémiques, de retards mentaux fréquents, et composé en majorité d'analphabètes (4). Il y avait un second handicap d'égale importance: la population

n'était absolument pas préparée à la discipline de vie imposée par le monde industriel. Le cadre de la reproduction n'était pas la famille institutionnalisée par le mariage, mais la libre cohabitation, sujette à de continuel changements de partenaires (5), et sans le soutien de revenus à même de garantir l'entretien des membres de la famille (d'où l'abandon très répandu des mineurs). Quant à la division des rôles sexuels au sein de la famille, sans laquelle la définition globale des rôles sur le plan familial et social ne peut exister, elle n'était même pas codifiée. Le viol et l'inceste (mais souvent les enfants ne sont pas ceux du père biologique) étaient fréquents et accompagnés, dans le tissu même de la vie familiale, d'autres formes d'indiscipline sexuelle. Citons la prostitution, si répandue au Vénézuéla comme dans les autres pays du Tiers-Monde, une des principales ressources pour l'entretien des enfants de la part de la mère, seule référence réelle, clef de voûte de la famille dans les barrios des grandes villes. Les enfants, de leur côté, brûlaient très jeunes les étapes de la dépendance vis-à-vis des parents, et vivaient très tôt de façon autonome, grâce au milles petits travaux de l'enfance typiques du Tiers-Monde. En somme au Vénézuéla, les rôles familiaux et les rôles sociaux ne permettaient pas de véhiculer les orientations d'une politique de production visant à restructurer le tissu social selon les exigences de la phase de développement des années 70.

Dans le cadre de la courbe descendante de la dépense publique caractérisant cette décennie (6), l'Etat fut donc obligé de porter une attention nouvelle et très particulière au style de reproduction de la population (7) avec des interventions plus marquées à l'égard de la famille, de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, de l'hygiène mentale, de la tutelle de l'enfance, de la prostitution, des communautés indigènes (8). Il ne s'agissait plus d'énormes subventions au hasard, comme auparavant, provenant souvent d'institutions étrangères (comme dans le cas des services de planning familial gérés par la Fondation Ford), et qui en réalité arrivaient rarement à leurs destinataires; pendant le Ve Plan du président Pérez, les subventions sont moins importantes mais leur usage est mieux contrôlé et surtout elles sont acheminées à travers les structures étatiques nationales (ministères, etc.).

De nouveaux organismes sont expressément créés, d'autres se développent, se spécialisent et se coordonnent. Et d'abord, parmi les initiatives concernant l'enfance, on relança en 1976 la *Fundacion del Nino* dont dépendent les programmes des *Hogares de cuidado diario* (Foyers de garde de jour) où les

enfants de mères ouvrières sont accueillis chez des mères au foyer, contre une modeste rétribution, et où ils sont gardés au lieu d'être abandonnés toute la journée. Des programmes d'allocation alimentaire (avec distribution gratuite de nourriture dans les écoles et les familles) et d'éducation alimentaire (pour promouvoir de nouvelles formes d'alimentation auprès de la population), coordonnées pour la plupart par l'*Instituto Nacional de Nutricion* qui recommande, sous la bannière d'un assainissement physique de la population, l'allaitement au sein. De 1974 date la reprise des activités de la *Division de Poblacion*, auparavant très réduites; préposée au planning familial, c'est un service entièrement pris en main par l'Etat à partir de 1975, lors de l'année internationale de la femme. Ces activités tendent principalement à promouvoir une paternité responsable, pour renforcer à l'intérieur d'une même figure masculine le rôle de père biologique et de père social. Le *Ministerio de la Juventud* est fondé et chargé des activités pour la jeunesse, une réalité immense si l'on songe qu'au Vénézuéla 60% de la population ne dépassait pas, à cette époque, les 18 ans. Ces activités, coordonnées, entre autres, à des programmes comme la *Prevencion del Delito* devraient aussi permettre de freiner la délinquance des jeunes. La *Comision Femenina Asesora de la Presidencia de la Republica* prend de l'importance et devient, fait significatif, le *Ministerio de la Mujer* vers lequel converge chaque politique à l'égard des femmes aussi bien quant à sa responsabilisation en milieu familial qu'en ce qui concerne sa condition de travailleuse. Le *Ministerio de la Intelligencia* verra également le jour, mais plus tard; il est chargé de formuler des "programmes scientifiques", pour les secteurs en développement notamment, comme le programme "Intelligencia" établi avec le concours de l'Université de Harvard et de *Petroleos de Venezuela*, "Ajedrez" (Echecs) pour le développement de l'intelligence abstraite, "Forces Armées", etc. La *Division de Venereologia del Ministerio de la Sanidad y Asistencia Social* développe le contrôle de la prostitution soumise à de vérifications sanitaires, tout en essayant d'en freiner l'irrésistible croissance (9). Des unités de recensement et d'intervention naissent dans les régions indigènes. Bien d'autres initiatives pourraient être citées pour démontrer la prolifération des interventions de l'Etat sur le tissu social et dans le domaine de la reproduction.

De tout ce qui précède, on observe qu'un problème central dans le contexte global de toutes ces interventions est celui de la résistance opposée par les femmes aux nouvelles normes de discipline, aux nouveaux rôles et responsabilités que ces politiques sociales veulent leur prescrire (10). Si dans les autres pays en voie de développement tout comme

dans les pays plus avancés, l'Etat ne peut éviter - au moment où il se propose de transformer une tranche importante de la population en classe ouvrière - de fonder ce projet sur la redéfinition de la figure de la femme et des tâches reproductives qui lui sont assignées, il est vrai qu'au Vénézuéla dans les années 70 l'entreprise est particulièrement ardue. Il est fort difficile en effet de décourager les formes de comportement si libres et si autonomes qui ont fait de la vénézuélienne une figure de femme pour ainsi dire unique dans toute l'Amérique Latine.

+
+++
+

- (1) Equipo Proceso Politico, CAP 5 Años. Un juicio critico. Editorial Ateneo de Caracas, Caracas, 1978, p.55.
- (2) Je me réfère à la "Ley General de aumento de sueldos, salarios; salario minimo, jubilaci"n y pensiones de viejez, invalidez y muerte" in Ley del Trabajo de décembre 1979.
- (3) C'est la thèse que je soutiens dans mon livre La riproduzione nel sottosviluppo. Un caso: il Venezuela. Ed. Cleup, Padoue, 1980.
- (4) Michel CHOSSUDOVSKY, La Miseria en Venezuela. Vadell Hermanos ed., Valencia, 1977 et N.S.RELEMBERG, H.KANER, V.KOLER, Los Pobres de Venezuela, El Cid Editor, Buenos Aires, 1979.
- (5) Parmi les différents enquêtes sur le comportement sexuel des Vénézuéliens, Felipe CARRERA DAMAS, El Comportamiento Sexual del Venezolano. Libro 1, Monte Avila Editore, Caracas, 1978.
- (6) "V Plan de la Nacion", in Gazeta Oficial de la Republica de Vénézuéla, 11 mars 1976, N° 1.860 (extraordinario).
- (7) Parmi les recherches les plus approfondies menées dans les années 70 sur le tissu reproductif, signalons la Encuesta Nacional de Fecundidad (qui faisait suite à une précédente enquête sur la fecondité menée dans les années 60 sur la seule agglomération de Caracas), l'ambitieux Proyecto Venezuela (qui décrit chaque aspect de la vie du citoyen vénézuélien : économique, familial, culturel, etc.), le Primer Informe sobre Juventud (sur lequel s'est basée l'activité du Ministerio de la Juventud créé en 1976), outre de nombreuses recherches effectuées sur le territoire.
- (8) Pour une description plus détaillées de ces interventions, voir La riproduzione nel sottosviluppo. Un caso : il Venezuela, op.cit.
- (9) Pour quelques données sur la diffusion de la prosti-

11225

tution, voir Carlos Julio ALARCON, "Estudio sobre la Prostituci"n en el Area Metropolitana", in Estudio de Caracas, vol.VII, tomo I, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1971; pour d'autres aspects de la prostitution, Juan Manuel MAYORCA, La Criminalidad de la Burguesia, Caracas, 1977.

(10) Ce sujet a été plus spécifiquement traité dans Giovanna Franca DALLA COSTA, "Le politiche educative dei paesi in via di sviluppo e centralità del soggetto femminile", in Scuola Democratica, n.2, VIII, avril-juin 1985, Marsilio ed., Venise, pp.89-97.